



15 juin 2021 : journée de grève et de mobilisations dans toute la Fonction publique

Appel adopté par le Comité national fédéral – Montreuil, le 27 mai 2021

Non à la mise à mort de la Fonction publique territoriale !

La loi dite de transformation de la Fonction publique entend bien transformer, c'est-à-dire changer la nature de la Fonction publique territoriale.

Le gouvernement prévoit pour la fin d'année de faire passer une ordonnance portant « codification » du statut. Le passage du statut à un code, c'est le passage des droits collectifs attachés à la personne à des pseudos droits renégociables attachés à la collectivité ou à l'administration. La transformation du statut en code c'est la fin du droit à la carrière, aux avancements, la fin des commissions de réforme, la fin de nos instances paritaires, c'est la fin du Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale, c'est l'ouverture à marche forcée à la mise en concurrence entre les salariés, les contractuels, les fonctionnaires.

Déjà les lignes directrices de gestion, boîte à outil technocratique pour imposer l'austérité dans la gestion du personnel, bouleversent profondément nos organisations. Il y a une très nette volonté de désorganiser les collectivités, notamment les plus grandes, les aggro... pour préparer les privatisations massives, notamment à travers les délégations de services publics, les externalisations. C'est pour mettre en œuvre cette orientation, pour baisser par tous les moyens la masse salariale, les effectifs, qu'a été adoptée la loi Dussopt !

La transformation de la Fonction publique, c'est pour l'alchimiste Macron la transformation d'un système fondé sur l'égalité de traitement des usagers et des agents en un système ubérisé, privatisé, concurrentiel... Ce n'est pas au virus que Macron a déclaré la guerre, c'est aux services publics territoriaux... et aux agents chargés de les mettre en œuvre ! C'est aussi pour cela qu'ils ont décidé de restreindre notre droit de grève !

Des luttes qui montent en puissance dans tous les secteurs

Les grèves, mobilisations, rassemblements se succèdent notamment contre le vol des congés, le passage autoritaire aux 1607 heures. Le mot d'ordre de la CGT, « Pas une minute de plus » est un cri de colère. Cette semaine, les territoriaux ont occupé la Mairie de Paris à plus de 400, le CTM de la ville de Rouen est bloqué depuis 3 jours, des actions ont lieu à Vitry Sur Seine, à Avignon, à Saint-Etienne, à Villetaneuse, à Nanterre... De mémoire de syndicaliste territorial, les actions menées depuis plusieurs mois entraînent une participation sans précédent. Oui les premiers de corvées sont en colère !

Qu'il s'agisse des Assistants familiaux, de la petite enfance, des animateurs, des pompiers, des ATSEMs, des bibliothèques (il faudrait citer tous les secteurs !) de très nombreuses actions sont programmées chaque jour, chaque semaine dans nos collectivités. Afin de faire le lien entre nos employeurs et le gouvernement, afin d'aller là où cela se décide, le CNF appelle à faire de la journée du 15 juin une journée nationale de grève, d'actions, de mobilisations pour l'abrogation de la loi de transformation ; journée dont les modalités locales doivent être définies par les syndicats en lien avec les CSD.

Le CNF, qui soutient toutes les luttes en cours, appelle les agents du secteur de la Petite enfance à participer massivement à la journée de grève du 3 juin. Il appelle les territoriaux à participer aux manifestations du 12 juin contre les idées d'extrême droite.

Dans tous les départements, les syndicats avec leurs CSD sont invités à organiser des initiatives en lien avec nos camarades de l'Etat et de la santé. Sur la région Ile de France, la mobilisation du 15 juin pourra converger sur Paris en direction du Ministère de la fonction publique sous la forme d'un rassemblement ou d'une manifestation.

- Pour le dégel immédiat du point d'indice et le rattrapage de ce qui nous a été confisqué depuis 10 ans,
- Pour l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique,
- Pour mettre en œuvre notre campagne des 10% et revendiquer la diminution du temps de travail.

Toutes et tous mobilisé.es le 15 juin !